

L'Automobile Club Association publie les résultats de sa consultation citoyenne

En marge de l'élection présidentielle, l'Automobile Club Association a proposé aux Français de prendre la parole pour qu'ils parlent de leur mobilité.

Alors qu'ont-ils à nous dire ?

« *L'objectif de notre consultation : connaître les préoccupations et les attentes des citoyens en matière de mobilité. Être avec eux, les acteurs d'une mobilité pour tous et contribuer à nourrir "la feuille de route" de ce nouveau quinquennat et de ce nouveau gouvernement* », **explique Didier Bollecker, Président de l'Automobile Club Association.**

2022 - 2027, un rendez-vous à ne pas manquer pour la mobilité

La mobilité est considérée comme un facteur de bien-être social et d'insertion professionnelle pour 97,1 % des répondants. 92,1 % considèrent que la mobilité doit être un enjeu important pour ce nouveau mandat présidentiel.

Le podium des préoccupations « mobilité » des Français

Le coût des déplacements et la fiscalité apparaissent comme la principale préoccupation en matière de mobilité des répondants, la sécurité routière et l'aménagement des villes et des routes complètent le podium.

1. Le coût des déplacements et la fiscalité (47,3 %)
2. La sécurité routière (12,2 %)
3. L'aménagement des villes et des routes (10,2 %)

Le classement se poursuit ainsi : la mobilité des seniors (8,9 %), les nouvelles mobilités et le partage de la route (6 %), la transition écologique (6 %), les déplacements en transports en commun (4,9 %), l'innovation des véhicules (2,5 %), la mobilité des personnes en situation de handicap (2,2 %).

La mobilité, perçue comme un « droit »... souvent entravé

Alors que 93,4 % considèrent que la mobilité doit être universelle et garantie à tous comme un droit, 59,3 % rencontrent des difficultés dans leur mobilité au quotidien (accessibilité, offre de mobilité, sécurité, coût, temps...) et 73,9 % affirment que le coût des déplacements a un impact sur leur mobilité.

Le plébiscite d'une mobilité innovante et consultative

En matière de mobilité, l'innovation (80,8 %) et la consultation des usagers (94,4 %) sont plébiscitées et considérées comme nécessaires.

